



SciencesPo.

CERI
CNRS

Projet transversal

ECONOMIES POLITIQUES COMPAREES EU / ASIE REFORMES ECONOMIQUES ET REGULATIONS

Voir les différents documents sur le site CERI : l'Europe et ses élargissements

<http://www.ceri-sciences-po.org/themes/ue/index.php>

Chercheurs et chercheurs associés CERI

François Bafail / Christophe Jaffrelot / Jérôme Sgard / Luiz Martinez / Nadège Ragaru / Jean François Huchet / Gilles Lepasant.

Sciences Po.

Participation : Centre Asie, Aléssia Lefébure / CSO, Christine Musselin / Le MPA

Doctorants

Marc Antoine Eyl Mazzega, Thibaut Voita, Dimitri Siriakis et Etudiants du Capstone
« Eastern Europe and South eastern Asia in a comparative perspective ».

Plan du document

I. Objectifs et méthodologie de recherche

II. Cinq colloques

III. Résumé des activités en 2008

I. Objectifs et méthodologie de recherche

Poursuivant les échanges initiés durant la période 2006 / 2008, nous envisageons en 2009 l'organisation de 5 colloques, tous resserrés sur la problématique de fond qui caractérise notre groupe depuis 3 ans, à savoir la comparaison des développements est – européens et asiatiques / sud est asiatique, sur la base de l'examen de plusieurs politiques publiques : coopérations transfrontalières, infrastructures de transport, commerce, éducation et énergie.

A chaque fois, il s'agit d'adopter une perspective dite d'économie politique qui se caractérise par trois types d'interrogations.

1. Premier type d'interrogation, celui qui s'attache aux architectures institutionnelles dans les deux aires choisies. Dans ce cadre il s'agit de mettre en évidence les échanges entre différents niveaux de régulation – régionale (ou supra nationale) d'un côté, et nationale (Etatique et sub étatique) de l'autre – non pas à partir d'une simple dynamique d'imposition des normes / règles et procédures de haut (régional) en bas (étatique et sub étatique), mais comme des processus complexes qu'illustrent plusieurs séries d'interactions :

- Interactions entre les niveaux supra nationaux (globalisation et régional) et les niveaux domestiques (Etat central), via nombre de conflits et de négociation qui débouchent sur des consensus (règles, voire institutions) particuliers. Au-delà des acteurs institutionnels régionaux et nationaux considérés (EU / GMS – Asean d'un côté et états membres), d'autres acteurs « extérieurs » prennent place dans l'analyse : les USA et les acteurs asiatiques Chine, Inde, Japon, Corée.

- Interactions entre les niveaux centraux (Etat) et les niveaux sub étatiques aux différents échelons pertinents (régions, municipal, local), qui ouvrent sur une redistribution des pouvoirs et soulèvent la question de la « régionalisation ».

2. Au cours de ces différents processus d'interactions, plusieurs groupes d'acteurs évoluent : politiques, économiques et sociaux, dont l'analyse s'attache à caractériser les différents ajustements, notamment au niveau des territoires. Il en va ici des relations urbaines / rurales ou encore des équilibres différemment orientées (N vs S – O vs E), qui le plus souvent s'inscrivent / se réinscrivent dans des trajectoires marquées par la longue durée du développement ou du moindre développement. Dans ce cadre, deux dynamiques sont examinées, propres à des espaces en développement, ou à l'inverse marginalisés :

- Celles concernant la concentration des ressources humaines avec les niveaux éducatifs et de qualifications, inscrits dans des milieux industriels / ruraux traditionnels vs milieux des services, etc.

- Celles concernant la concentration des ressources physiques, notamment des fonds financiers, des investissements étrangers, des aménités culturelles, des réseaux de transports et d'échanges.

3. Troisième série d'interrogation, celle qui s'attache – dans la foulée des deux précédentes - à expliquer les processus d'intégration régionale sous l'effet de la combinaison d'un côté des contraintes liées à la globalisation et à la régionalisation (telle qu'entendue plus haut : EU / GMS ou ASEAN) et de l'autre, des territoires locaux. Dans ces conditions, l'intégration régionale peut être définie comme la dynamique d'adaptation / hybridation des contraintes globalisées / régionales dans des milieux locaux portés par la longue durée des territoires et des représentations, des identités et des pratiques individuelles et collectives.

Littérature de référence

Ce courant de recherche s'inscrit dans un courant fécond de recherche alimenté par plusieurs approches, dont on indique ci-dessous quelques références :

- Celles de *l'eupéanisation* avec notamment les travaux de Caporaso, Fix, Riese et Börsell, 2001, 2003, 2006, et plus particulièrement en ce qui concerne la conditionnalité politique (Schimmelfennig, 2005, Schimmelfennig et Sedelmeier, 2005) ou encore les travaux sur la PEV, (Vachudova, 2006, Lippert, 2006, Beichelt, 2007)

- Celles portant sur *l'Aséanisation*, ou plus exactement les dimensions institutionnelles de l'Asean (identité, intérêts et institutions), Acharya, 1991, 1996, 2008, Ravenhill 2001, et plus particulièrement sur les grandes puissances asiatiques, Chine, Japon, (Stubbs, 2002, Suzuki, 2004)

- celle portant sur la *comparaison EU / Asean* (Berkowski, 2004, Fort, Webber, 2006).

- Celle de *l'intégration régionale* (Payne, 1996, Katzenstein, 1996 Yochida, et alii, 1994, Higgot, 1997, 2006) avec ses dimensions de géographie économique (Storper, Scott, 1993, 1997), particulières à l'EU (EU 2005, 2007, OECD 2008) ou à l'Asie (ADB, 2007, 2008).

Organisation des séminaires

Les années précédentes ont permis l'examen des politiques de privatisation, celles concernant les organisations industrielles, les phénomènes de métropolisation et enfin les politiques énergétiques. Elles ont donné lieu à plusieurs papiers et articles que l'on trouvera sur le site «l'Europe et ses élargissements » <http://www.ceri-sciences-po.org/themes/ue/index.php>

Les politiques publiques analysées cette année s'organisent autour de cinq perspectives de recherche qui traitent : 1. des politiques transfrontalières, 2. des infrastructures de transport 3. du commerce, 4. de l'éducation supérieure et enfin, 5. de l'énergie.

Chaque séminaire est pris en charge par l'un des membres du groupe. Il s'agit soit des chercheurs CERI et chercheur associés, soit de chercheurs qui collaborent au groupe depuis le début ; soit de doctorants, de Sciences Po. S'y trouvent associés cette année des étudiants du MPA et des chercheurs du CSO. Enfin, Plusieurs de ces séminaires sont tenus en anglais.

Cinq perspectives de recherche

1. La première perspective adoptée pose le cadre général de tous les séminaires dans la mesure où elle s'attache à l'examen des échanges transfrontaliers en mettant en évidence les conséquences des représentations et des intérêts marqués par la longue durée des guerres et des hostilités pour la compréhension des échanges économiques et politiques actuels. Compte tenu des hostilités qui ont marqué les espaces transfrontaliers en Europe de l'Est, comme en Asie du Sud Est, comment comprendre les infrastructures supra nationales, l'articulation des intérêts, les conflits et les règles communes ?

2. Le deuxième colloque traite de la politique des infrastructures de transport dans les deux aires choisies, pour en évaluer l'impact sur plusieurs politiques nationales : les

politiques de commerce, celles des connexions urbaines et rurales, l'environnement, les politiques de maîtrise des flux migratoires et enfin les politiques touristiques. A chaque fois, les échanges se portent sur les types de gouvernance qui voient le jour à plusieurs niveaux (transnational, national, régional, local) et la redistribution des pouvoirs qui s'ensuit (ou pas).

3. La troisième perspective resserre l'analyse des coopérations régionales autour de la question des zones de libre échange et de la pertinence des zones de marchés dans des contextes socio économiques particuliers. Si la preuve a été de nombreuses fois apportée qu'une intégration économique réussie se fonde sur la réduction, voire la suppression des droits de douane et l'harmonisation progressive des législations, quels en sont les coûts d'adaptation locale, quels sont les bénéfices retirés, qui sont les bénéficiaires et pour quelle stabilité ?

4. La quatrième perspective reprend les interrogations qui avaient été celles d'un séminaire tenu en 2006, concernant les politiques énergétiques. A l'époque, la problématique avait porté sur les politiques de privatisation. Cette fois, il s'agit bien davantage de s'interroger sur les différentes dimensions de la sécurité énergétique dans l'UE, compte tenu d'une part de l'éclatement des marchés d'approvisionnement, de la pluralité des stratégies développées par les pays producteurs : l'Ukraine, la Russie, la Chine, l'Algérie et la Libye – d'autre part des contraintes qui leur sont propres.

5. La quatrième perspective se concentre sur une politique – celle de l'éducation – cette fois articulée à la dynamique de globalisation pour mieux comprendre quels peuvent être les modèles / référentiels qui portent les politiques nationales particulières ainsi que les flux de ressources humaines, à la base des processus de différenciation sociale profonds que ces politiques et ces flux induisent. Dans ce contexte qui s'apparente à une dynamique mondiale (globalisation) y a-t-il des « modèles » régionaux - le processus de Lisbonne d'un côté, les MPA asiatique de l'autre ?

II. Cinq colloques

1^{er} colloque

Les coopérations transfrontalières dans une perspective comparée : Europe de l'Est / Asie du Sud – Est (GMS)

Les frontières sont un objet d'étude privilégié pour la compréhension de la formation des entités régionales supranationales du type de l'UE ou de l'Asean. Ces ensembles de régulations que l'on a peine à définir dans les termes du « post national » sont néanmoins bâties sur l'espoir que la paix l'emporte sur les tensions conflictuelles, grâce à la régulation des échanges locaux, nationaux et internationaux et qu'en conséquence, les frontières ne soient plus jamais le lieu des coupures territoriales mais bien celui des coutures entre les régions et les peuples. Qu'il s'agisse de l'Asean ou de l'UE, l'objectif est d'assurer la sécurité aux frontières pour mieux garantir le développement. Plus précisément dans le cas de l'UE, il s'agit d'imposer une norme très contraignante de contrôle des flux pour qu'ainsi la sécurité collective soit garantie. Pour les pays d'Asie, où la norme collective n'a pas du tout ce poids en raison de la primauté conférée à la non ingérence et au respect de la souveraineté nationale, il s'agit davantage de manière bilatérale de contrôler les flux illicites et d'assurer le désarmement de part et d'autres des Etats membres.

Or parce que les guerres ont souvent déchiré les frontières, les espaces qui les bordent sont pour la plupart d'entre eux moins développés que d'autres régions situées dans l'arrière pays. Faute de pouvoir commercer avec l'autre rive – relevant souvent historiquement du même Etat – plusieurs régions frontalières se sont atrophiées, ou se sont trouvées sur équipés en matériel militaire. C'est la raison pour laquelle une attention particulière est portée dans chaque zone supra régionale à ces espaces frontaliers, qu'il s'agisse de l'UE avec le nouvel instrument de coopération transfrontalière (qui dispose d'environ 4% du budget total de la commission), ou de l'Asie, avec les corridors mis en place par la Banque Asiatique du développement. Partout domine l'idée que seul le commerce et l'échange régulé peuvent assurer la paix.

Ce séminaire cherche à éclairer trois objets liés aux frontières :

- Les différents « modèles » qui ont pu voir le jour en matière de coopérations transfrontalières, ainsi que les critères de succès des uns et d'échec des autres.
- Les formes de développements économiques aux frontières de l'UE et de l'Asie.
- Les formes de coopérations locales entre les différents acteurs bordant les frontières considérées, incluant les échanges illicites et les trafics en tous genres.

Intervenants

Les coopérations transfrontalières en Europe Ouest et Est	F. Bafoil / Gilles Lepasant
Les corridors du Mekong et ses six pays frontaliers	JP Verbiesst (ADB)
Fronts et frontières chinois	Jean François Huchet
Inde / Pakistan, la frontière en guerre inachevée	Christophe Jaffrelot
Bulgarie et son voisinage balkanique	Nadège Ragaru

Colloque 2

L'impact territorial des zones de libre-échange : le cas de la PEV (Politique européenne de voisinage) et de l'Asie du Sud-Est

Gilles Lepasant et François Bafoil, (CNRS, Paris), Jean François Huchet (Hong Kong)

Kerstin Zimmer, Bertrand Hervieu, Larry Strange (Pnom Pehn)

1. Objectif du séminaire

L'Union européenne s'est engagée avec ses voisins du sud et de l'Est dans un processus d'intégration par les marchés et par les normes, processus formalisé par la mise en œuvre de la Politique européenne de voisinage (PEV). Initiée en 2005, celle-ci avait été précédée du processus de Barcelone dont l'une des finalités, énoncée en 1995, est l'organisation d'une zone de libre-échange euro-méditerranéenne à l'horizon de 2010.

Dans le cadre de la PEV, l'UE a entamé en 2008 des négociations avec l'Ukraine en vue du même objectif et d'autres pays, tels que l'Arménie et la Géorgie, pourraient à terme s'engager également vers une zone de libre-échange avec l'Union. L'hypothèse d'un espace économique pan-européen intégré, distinct du périmètre institutionnel de l'Union, est ainsi

accréditée. En Asie, une dynamique de libre-échange à l'échelle régionale a également été mise en œuvre. Si elle ne s'inscrit pas dans un cadre institutionnel similaire à celui développé par l'Union, elle associe des Etats ayant un niveau de développement différent.

Quelle peut être la valeur ajoutée d'un espace de libre-échange entre l'Union et ses voisins ? Du point de vue de l'Union, l'intérêt n'est pas négligeable. Les pays voisins occupent à ce jour une place marginale dans le commerce extérieur de l'Union et dans les investissements opérés par ses acteurs économiques à l'étranger. Certes, plusieurs partenaires sont des pays clés pour l'approvisionnement énergétique, soit en raison des ressources dont leur sous-sol recèle soit par leur position de transit, mais une division du travail ne s'est pas opérée (à l'exception du secteur du textile avec la Tunisie et le Maroc). Entre l'Union et ses voisins, le différentiel de niveau de vie est conséquent, les normes diffèrent et les échanges sont limités même si l'Union est le principal partenaire de la plupart des pays limitrophes.

Dans ce contexte, une meilleure intégration économique fondée sur la réduction ou la suppression des droits de douane et l'harmonisation progressive des législations est une option justifiée. Le doute est en revanche permis en ce qui concerne d'une part la capacité des pays partenaires à assumer les implications d'une telle intégration, d'autre part les bénéfices que ces derniers peuvent en retirer.

Dans le cas de l'Asie, les avantages et les inconvénients d'une intégration par les marchés sont également discutés. Plus généralement, la valeur ajoutée d'une zone de libre-échange a fait l'objet d'une littérature abondante. La dimension économique du processus de Barcelone a été débattue, notamment pour souligner les risques d'une zone de libre-échange (dans laquelle les deux partenaires ouvrent mutuellement leurs marchés) par rapport à l'ouverture asymétrique qui prévaut à ce jour entre l'Union et ses partenaires de la rive sud de la Méditerranée.

Si ces derniers ne tirent qu'un bénéfice limité des préférences commerciales accordées par l'Union, comment peuvent-ils trouver leur intérêt dans la perte des recettes fiscales et la fin d'un marché intérieur protégé qu'implique un accord de libre-échange avec l'Union ? Pour certains, une concurrence avivée doublée d'une assistance européenne en faveur de l'harmonisation des normes ne peut que générer cette dynamique de développement qui manque dans la plupart des pays partenaires. Pour d'autres, la mise en œuvre d'une libéralisation des échanges ne peut qu'accroître le chômage et priver les pays voisins de recettes dont ils ont besoin pour leur modernisation. Au-delà des enjeux macro-économiques, la dimension territoriale est en revanche peu débattue dans la littérature consacrée à ces questions.

Les implications territoriales d'une libéralisation des échanges entre l'Union et ses voisins méritent pourtant d'être examinées et d'être confrontées au cas asiatique. Les économies du voisinage sont en effet pour la plupart spécialisées sur des secteurs qui contribuent pour une part importante à la richesse nationale et aux exportations. En Ukraine, le secteur de la sidérurgie représente près du tiers de la production industrielle totale du pays et 42% des exportations. En Tunisie et dans une moindre mesure au Maroc, le rôle du secteur textile est encore plus significatif. Dans l'ensemble des pays voisins, l'agriculture contribue de manière appréciable à l'économie nationale et joue de surcroît un rôle social important. Or, dans la majorité de ces pays, les secteurs clefs sont géographiquement concentrés. La quasi-totalité de la production sidérurgique ukrainienne relève de 3 oblasts (sur 24), l'industrie textile tunisienne est concentrée autour de quelques pôles (Tunis, Sfax) et les activités les plus dynamiques des pays de la rive sud sont concentrées le long du littoral méditerranéen. Dans le cas asiatique, cette caractéristique apparaît également dans plusieurs pays. Quel impact peut avoir un espace de libre-échange sur l'organisation spatiale des activités économiques d'une part dans les pays voisins de l'UE, d'autre part dans une sélection d'économies asiatiques ?

Selon l'école néo-classique, l'ouverture internationale contribue à la spécialisation sectorielle des pays concernés et, par voie de conséquence, à une polarisation géographique accrue. Néanmoins, un scénario différent a émergé au Mexique dans le cadre du NAFTA (Kanson, 1998) et dans certaines conditions, l'intégration au commerce international peut contribuer à la dispersion des activités sur un territoire donné (Krugman, Elizondo, 1996).

L'objet du séminaire est de confronter des analyses pluri-disciplinaires sur le sujet en traitant à la fois le voisinage de l'UE et le cas de l'Asie du Sud-Est (une sélection de pays sera opérée en fonction des intervenants). Différents thèmes seront abordés au cours de quatre sessions (d'une demi-journée chacune).

2. Organisation du séminaire

Session 1 – Intégration régionale entre l'Union et ses voisins : état des lieux et bilan macro-économique

Quel état des lieux peut-on dresser de la géographie économique des Etats du voisinage et des pays asiatiques retenus ? Dans le cas européen, les années récentes, marquées par la

dissolution de l'URSS à l'Est, par une intégration renforcée avec l'UE au sud ont-elles vu partout les spécialisations sectorielles et géographiques se renforcer ?

Intervenants pressentis

- CEPII
- Gilles Lepasant (CNRS, Bordeaux)

Session 2 – L'impact de la régionalisation des échanges sur les tissus productifs locaux

Quels arguments permettent d'assurer qu'une intégration renforcée aboutirait à un renforcement des spécialisations des territoires ? Une diversification des tissus industriels ne doit-elle pas être envisagée sous l'effet d'opérations conduites par des investisseurs européens encouragés par les perspectives offertes par la volonté politique affichée d'une plus forte intégration ? Qu'attendent les acteurs politiques et économiques locaux des régions motrices d'une intégration renforcée ? L'harmonisation des normes avec l'Union que prévoient les plans d'action dans le cadre de la PEV est-elle perçue comme une opportunité ou comme un facteur de renchérissement des coûts de production inutile compte-tenu de l'intensité de la concurrence sur les marchés européens ?

Intervenants pressentis

- Kerstin Zimmer
- Jean François Huchet

Session 3 – Quels outils pour valoriser les territoires dans un contexte de libéralisation des échanges ?

Les régions des pays voisins qui tirent dès aujourd'hui profit de la proximité de l'Union risquent d'être fragilisées, soit par un retournement de la conjoncture, soit par la concurrence d'autres pays à bas salaires, soit par les avancées de la mondialisation (la suppression des quotas imposés à la Chine dans le secteur textile par exemple). Comment ancrer davantage les activités porteuses à leur territoire ? Comment développer des activités à forte valeur ajoutée à partir des spécialisations acquises sur la seule base du différentiel salarial avec l'Union ? Quels outils (par exemple clusters) peuvent-ils s'avérer utiles, en Europe comme en Asie ? La proposition de l'UE de renforcer l'assistance financière et de diversifier l'assistance technique d'une part, de promouvoir une harmonisation des normes d'autre part est-elle de nature à réduire les risques en matière d'organisation des territoires ?

Intervenants pressentis

- Bertrand Hervieu (CIHEAM, Paris)
- Larry Strange (CRDP, Phnom Pehn)

Session 4 – Des espaces frontaliers solidaires dans l'intégration régionale ?

Dans le cas européen, quel rôle peuvent jouer les régions limitrophes des Etats membres alors que celles-ci représentent, dans la plupart des cas, les espaces les plus déprimés de leurs cadres nationaux respectifs ? Rapportées au cas de la Région du Mékong, les questions portent d'un côté sur l'Asie du Sud est dans sa partie méridionale ainsi qu'au Nord, avec la Chine.

Intervenants pressentis

- Comité des régions (GECT)

Colloque 3

The Impact of the Transport Infrastructures on National Policies.

A Comparison of Eastern Europe (EE) and the Great Mekong Sub-region (GMS)

François Bafail / Jena François Huchet (Hong Kong)

Objectives

One of the major challenges of the EU cohesion policy refers to the connexion between the different national programmes and the EU transnational programs of transports. Economic growth is depending on the level of concentration of funds, so that on the combining efforts for connecting the different infrastructural projects. Hence the major importance of the governance, be it analysed through the vertical axis (joining the EU authorities to the national, regional and local ones) or through the horizontal axis (the public, private and non public partnerships). The analysis of the efficiency of the EU infrastructural programs (based on the Cohesion Fund) aims at assessing therefore the multilevel governance and the connexion of the different public programmes (the Structural Funds).

In the Great Mekong Sub region (GMS) the creation of economic corridors is perceived to be a gateway for regional socio-economic development. It is believed that cooperation among nation states (Laos, Cambodia, Vietnam, Myanmar, Thailand, and the two southern Chinese regions) facilitates development and brings greater prosperity to each country rather than fighting poverty and developing alone. The development of economic corridors is regarded as the primary means by which countries can integrate and connect political and economic systems. However, it raises the question to what extent do countries want to be integrated and connected at the cost of state sovereignty.

The third conference aims to compare the economic, social and political impact of transport infrastructures in Eastern Europe (the EU motorways) and the GMS (the economic corridors) on the national / regional levels, by analysing how the national projects of development are connected to these big infrastructures and by assessing the best options to develop rural versus urban areas while maintaining equity and political stability. The discussions will also attempt to answer how economic corridors affect territorial cohesion within the GMS and EE and ultimately come up with specific evaluations of the sustainable development of GMS as a whole region.

Five Specific issues that will be addressed in the regional contexts include:

1 Trade

- How do economic corridors improve intra-regional trade, and international trade?
What is the current situation in the GMS?
 - Trade creation
 - Reduction of trade costs
 - Trade facilitation, focusing on efficient implementation of trade rules and regulations
- What are the challenges?
 - Harmonization of regulatory and institutional framework for facilitating trade: Who are the actors? What are their interests?
 - Political challenges: varying strengths and weakness of regulatory regimes between countries makes regional infrastructure projects difficult to coordinate and develop
 - High investment costs for integration of networks in order for a country to benefit (how would the costs be shared?)
 - Uneven distribution of benefits: some countries will benefit more than others
 - Financing constraints: how are these investments financed now, and how will they be financed in the future?
- What role does/can the ADB play?
- What lessons can we draw from the Eastern Europe development experience?
- How can the current situation be improved?

2. Migrations

- How much changes would economic corridors bring to migration across borders?
What are the issues involved in the process?
- Does it reinforce or weaken social, cultural and political values within the society?
How each national government should deal with the matter? And does it make immigration harder or easier in the end?
- How all GMS countries would equally benefit from the economic corridors so that the issue of immigration would not be a factor that would hinder them from participating in the process?

3. Urban and Rural Development

- What is the current situation of urban and rural development in the GMS?
 - What are the policies influencing urban and rural development?
 - What are the political and social institutions (actors) affected in rural and urban areas?
 - What is the impact on poverty alleviation?
 - What is the impact on gender issues?
- What is the best way to maintain territorial cohesion?
 - What is the best way to maintain equity among regions?
 - What is the best way to maintain political stability among regions?

4. Environment

- How do economic corridors shape or influence environmental policies at national level? And vice versa, how do the environmental policies at national level support the development of regional environmental policy, hence efficiency of the GMS development? What is the current situation in the GMS?
- What political and social impact does development of natural resources and destruction of environment (in the process of industrial development) have on local people and ethnic minority?
 - The impact of the road and dam infrastructures
 - Social and political implication of the pollution, deforestation, and the pillage of the forest, of the natural.
- Redistribution of power, power relations among actors: How economic corridors influence power relations of nations? Do they reinforce China's dominance in the region, hence dependence of small countries on China? Who are the actors and what are their interests? ex) Analyze negotiation process of China/Laos, Cambodia, Myanmar on the issue of hydro electricity and hydropower
- How can the current situation be improved?

5/ Tourism

- What impact do economic corridors have on development of the tourism industry at national level as well as regional level? Do they promote the development of the tourism product of the region as a whole (promotion of the region as a single tourism destination)?
- Impact of economic corridors on human mobility and human trafficking

- Distribution of benefits: Who are the actors and what are their interests? How much will cooperation benefit the region as a whole? Evaluation of costs of such collaboration.
- How to attract foreign investors to the tourism sector? Private sector participation
- Assess joint training programs for development of human resources and seek ways to improve them
- What impact do economic corridors have on sexual tourism ? How to transform major tourism product such as sexual tourism into a more legitimate and community-oriented one ?
- Come up with sustainable tourism strategies

Researchers CERI *François Bafail, Jérôme Sgard, Gilles Lepesant, Jean François Huchet, Catherine de Wenden (presentie)*

Invited : *Jena Pierre Verbiesst (ADB), Larry Strange (CDRP Phnom Pehn) Ruth Banamyong (Tamassat, Bangkok), Didier Michal (DACT),Dorothee Allain Dupré (OECD, EU experts (DG Regio)*

Sciences Po Students. *Analucia LeCompte / Chung A Park / Nanthawan Assawamanakul / Ruiwen Lin William Fenn*

Colloque 4.

“Globalization & Higher Education: inequalities and emerging capitalism”

Alessia Lefébure

The conference follows the exchanges launched by an introductory workshop on "Globalization and Higher Education" held at CERI in June 2008. This time, the focus will be on the production of the disparities under the impact of the transformation of the higher education policies within the frame of globalization of the Knowledge Economies.

The globalization of higher education brings a higher degree of competition (competition for the funds, for the best students, for the best professors). The emerging capitalisms (India, China and South-East Asia) can seize the redefining of the traditional balances and develop a worldwide competitiveness. Different strategies are set up by different countries in the new competitive game.

Three sets of questions will be addressed during the conference :

The first one concerns **the frame of reference of higher education policies**. Are the reforms based on a precise model? Do the emerging markets in Asia share the same frame? What is a "world-class university "? Is this model north American or European? How has this model been built ?

The second set of questions is about the **role played by the "reverse brain drain"** in the transmission and the integration of the models and systems of references.

The last set of questions concerns the national levels, more precisely the processes of adaptation and implementation in each country in order to develop "World Class" research and higher education institutions. What is the impact of these policies of "key universities" on the evolution of social inequalities ? The **concentration of financial resources on few centres of excellence** is it able to address the issue of the "massification" of the higher education? What are the expectations of the job market in these emerging countries? What mechanisms of social integration and thus exclusion are linked to the access to the higher education?

Speakers :

Alessia Lefébure (Centre for Asia and the Pacific), Christine Musselin (CSO) and Pauline Ravinet (CSO).

Guest Speakers :

- Chris Olds (Bristol U. and Wisconsin U)
- Barry Naughton (University of California, Sand Diego)
- A speaker from Poland (President of university, to be defined)
- Hélène Le Bail (IFRI)
- A speaker on India

Colloque 5

Industries pétrolière, gazière et charbonnière : la privatisation du secteur énergétique. De l'Etat au Marché ou de l'Etat au réseau ?

Luis Martinez et François Bafoil, (CERI) Marc – Antoine Eyl-Mazzega, (doctorant CERI)

Ce colloque s'inscrit dans le cadre de la nouvelle ère énergétique globale qui se développe depuis le début des années 2000 et qui est principalement caractérisée par quatre traits :

- une forte croissance de la demande en ressources énergétiques primaires globale (gaz, pétrole, charbon, uranium), principalement tirée par les pays émergents;

- une concurrence accrue à la fois entre Etats importateurs nets et leurs sociétés énergétiques mais aussi entre ces acteurs et les sociétés des Etats riches en ressources pour l'accès aux ressources fossiles, principalement le gaz, le pétrole et le charbon dans un contexte de contrôle accru de celles-ci par les Etats qui en sont détenteurs;

- un plafonnement des prix à des niveaux historiquement très élevés;

- la mise en évidence de l'existence d'un processus de réchauffement climatique de grande ampleur majoritairement lié à la combustion d'énergies fossiles.

Dans ce contexte, les principaux Etats producteurs et consommateurs d'énergies fossiles de la planète redéfinissent leurs stratégies pour tenter de garantir un niveau aussi élevé que possible de sécurité énergétique. L'UE est confrontée à la nécessité de gérer sa dépendance extérieure non plus seulement principalement du pétrole, mais aussi du gaz. Les relations avec l'Ukraine et la Russie, tout comme avec les Etats producteurs d'Afrique du Nord (Algérie et Libye), sont décisives pour l'approvisionnement en gaz et en pétrole. Enfin, la croissance de la consommation d'énergies fossiles en Chine est à la fois un défi pour l'accès aux ressources mais aussi un enjeu économique avec la diffusion des innovations et un enjeu climatique fondamental.

Ce colloque, à l'aune de l'enjeu décisif de la sécurité énergétique et de la transformation des équilibres entre consommateurs, producteurs et transporteurs de ressources fossiles, entend donc s'interroger sur les stratégies de cinq Etats dits "émergents" et qui sont clés pour la sécurité énergétique de l'Union européenne: l'Ukraine, la Russie, la Chine, l'Algérie et la Libye. A travers l'analyse des situations qui prévalent dans ces pays dans le domaine de la production d'énergies fossiles, il s'agit de comprendre quelles orientations se dessinent en terme de gestion, de régulation et de contrôle étatique, de réformes, d'ouverture voire d'Européanisation, dans des contextes nationaux marqués par des contraintes de modernisation, de réformes et d'efficacité mais également d'intérêts stratégiques ainsi que de réseaux et relations informelles de type néo patrimoniales qui impliquent notamment corruption et prise illégale d'intérêts.

Un premier cas d'étude se rapportera à l'Ukraine, Etat anciennement soviétique situé entre l'UE et la Russie, principal Etat de transit du gaz russe vers l'UE, principal consommateur de gaz d'Europe, grand producteur de charbon et producteur non négligeable de gaz et de pétrole. Il s'agira de comprendre, à l'aune du secteur de la production de gaz, quelles réformes et politiques cet Etat désireux d'intégrer l'Union européenne entreprend et quel mode d'organisation et de contrôle en résulte, notamment à l'aune de la tension entre modernisation et privatisation et réseaux informels de type néo patrimoniaux.

Cette analyse sera conduite par Marc-Antoine Eyl-Mazzega, doctorant au CERI sur les politiques gazières de l'Ukraine.

Un second cas d'étude portera sur la Russie et son secteur des hydrocarbures, qui est au cœur de la transformation politique et économique de ce pays et le principal enjeu des relations avec l'Union européenne. Il s'agira d'analyser les réformes entreprises dans le secteur, le poids de l'Etat et des groupes étatiques et l'équilibre qu'entraîne la confrontation entre impératifs et contraintes de marchés, intérêts politiques et stratégiques et réseaux

informels de type néo patrimoniaux. Quel modèle s'est développé en Russie, que veulent ses dirigeants, quelle place pour les acteurs privés et quelle sécurité, pour la Russie et l'UE?

Cette analyse sera conduite par Dimitri Segriakis, doctorant associé au CERI sur les politiques énergétiques russes.

L'Afrique du Nord formera un troisième cas d'étude. Elle rassemble en effet des producteurs importants d'hydrocarbures, notamment l'Egypte, la Libye et l'Algérie. Ces ressources représentent un formidable atout pour le développement de ces Etats et sont au cœur de l'effort de coopération et de partenariat que promeut l'UE. Ils sont ainsi des instruments de politiques intérieures et extérieures très influents et l'objet de convoitises européennes, mais aussi russes, chinoises ou américaines notamment. Quels modèles de gestion de ces ressources développent ces Etats? Quelle place pour l'UE?

Cette analyse sera conduite par Luiz Martinez, directeur de recherche au CERI

La Chine, enfin, fera également l'objet d'un développement consacré au secteur houiller, qui est un élément central de son effort visant à renforcer la production énergétique du pays et sa sécurité énergétique. Quel rôle joue le charbon dans la sécurité énergétique du pays, quelle stratégie de production développent les autorités chinoises et à quel équilibre aboutit-on au regard du rôle de l'Etat, des autorités locales et des acteurs privés?

Cette analyse sera conduite par Thibaud Voïta, doctorant au Centre Asie / Sciences Po.

III. Résumé des activités en 2008

On trouvera sur le site « L'Europe et ses élargissements » (sous site du CERI) l'essentiel des informations portant sur les activités du groupe, ainsi que des articles et les power points utilisés dans plusieurs interventions orales.

<http://www.ceri-sciences-po.org/themes/ue/index.php>

2008

5 séminaires ont été organisés au sein de l'axe Economie Politique du CERI en ce qui concerne le « premier pilier » celui dirigé par François Bafoil qui a associé des sociologues, des économistes et des géographes. Ils se sont fixé pour objectif l'analyse comparée des développements économiques articulés aux différentes gouvernances publiques et privées, inscrits dans les territoires d'Europe de l'Est et d'Asie. Ils ont poursuivis ce faisant la réflexion initiée en 2006 et en 2007, en se centrant sur l'étude concernant :

- Les **phénomènes de clusters et les dynamiques de métropolisation**, 5 juin 2008 (voir plusieurs interventions (articles et power points) sur le site indiqué plus haut.

- **Higher education and the process of Bologna** (CR plus bas)

- **Energy security. The case of Ukraine** (CR plus bas)

- **Agricultures et développements ruraux** (28 novembre 2008)

- **Regional development in a comparative perspective** (J. Olbrycht European Parliament /: Mario Pezzini OCDE) (9 décembre

En insistant sur les correspondances et sur les différences d'un modèle de développement (globalisé), l'intention de ces séminaires a été de participer à une réflexion sur l'économie politique entendue comme l'examen des articulations plus ou moins lâches entre :

- Différents types de régulations supranationales,

- Une pluralité des acteurs étatiques et sub-étatiques souverains et

- La variété des inscriptions et traditions locales territorialisées.

A chaque fois, la procédure a été identique : il s'est agi d'établir un bilan de la littérature et des études empiriques réalisées dans la littérature spécialisée de l'Ouest de manière à mesurer les similitudes et les écarts que révèlent les études de cas en Europe de l'Est et en Asie, pour, à terme, mieux cerner ce que recouvre le phénomène de la globalisation.

5 mai 2008

LES TERRITOIRES EN CROISSANCE

I. Métropolisation et action publique

II. Clusters et développements économiques globalisés

8 45 – 9⁰⁰ Présentation

9⁰⁰ - 9 30

La métropolisation, extension et limites du concept

Patrick Le Galès, Directeur de recherche au CNRS / CEVIPOF Sciences Po.

9 30 – 10⁰⁰

Globalisation et gouvernance des grandes métropoles

Christian Lefèvre, Professeur à l'Université Paris 8

10⁰⁰ - 10 30⁰⁰

La métropolisation, un enjeu des fonds structurels en Europe de l'Est

Gilles Lepesant, Chargé de recherche au CNRS / EEE

Pause 10 30' – 10 45'

10 45 – 11 15'

Villes moyennes et industrialisation en Chine: l'urbanisation et l'espace industriel dans le Guangdong.

Rigas Arvanitis / Anne-Sophie Boisard

11 15' – 11 – 45'

New Delhi, Bombay, Bangalore

Joel Ruet, chargé de recherche

11 45 ' 12

Commentaires Jérôme Sgard, directeur de recherche aux Sciences Po. CERI

Discussion

Déjeuner

14⁰⁰ - 14 30'

Les clusters, un bilan de l'OCDE

Karen Maguire, Patrick Dubarle (administrateurs à l'OCDE)

14 30' – 15⁰⁰

Les développements industriels en Europe centrale après l'intégration dans l'UE :

L'approche

par les clusters

F. Bafoil, directeur de recherche au CNRS, CERI

15⁰⁰ - 15 30'

Du district marshallien à la zone économique spéciale, la trajectoire des stratégies économiques

en Inde.

Lorraine Kennedy, Chercheur au CNRS New Dehli

15 30 – 16⁰⁰

Des Zones Economiques Spéciales aux Clusters technologiques : la quête du rattrapage

technologique en Chine

Jean-François Huchet, directeur du Centre d'Etudes Français sur la Chine Contemporaine (CEFC)

Pause 16⁰⁰ - 16 15'

16 15' – 16 30'

Commentaires

Christophe Jaffrelot, directeur de recherche au CNRS, directeur du CERI

16 30 – 17 30

discussion

Métropolisation et formes du développement territorial

Abstracts

Christian Lefèvre

Globalisation et gouvernance des grandes métropoles

La globalisation pose aux métropoles un certain nombre de défis nouveaux. Ces défis, elles doivent les affronter dans des contextes et des cadres qui eux aussi ont changé (décentralisation, intégration européenne, etc.). A travers l'exemple de plusieurs métropoles mondiales (Paris, Londres, New York, Madrid, Milan, etc.), seront mis en avant les similitudes et les différences que les transformations des systèmes de gouvernance de ces territoires montrent (relations public-privé, rôle de l'Etat, référentiel territorial, etc.).

Gilles Lepasant

Dynamiques de métropolisation en Europe centrale

Si la définition de la métropolisation diffère selon les disciplines, les traditions nationales, les auteurs, cette contribution aborde exclusivement les dynamiques des capitales centre-européennes dans le contexte des transformations systémiques intervenues depuis 1989. D'une part, l'héritage communiste impose des défis communs dans la mesure où les villes concernées étaient avant 1989 peu affectées par des processus qui leur sont désormais familiers (suburbanisation, polarisation sociale, congestion, libéralisation du marché foncier, privatisations) et qu'elles doivent gérer dans un cadre démocratique radicalement nouveau.

D'autre part, d'importantes différences empêchent d'évoquer un modèle urbain commun à l'Europe centrale. Certaines capitales ont vu leur statut inchangé depuis plusieurs décennies (Bucarest, Sofia par exemple), d'autres ont « découvert » ce statut à la faveur d'indépendances nouvelles (pays baltes, Slovaquie, Républiques de l'ex-Yougoslavie). D'autres, enfin, n'ont guère changé de statut mais fonctionnent dans un cadre territorial nouveau, soit depuis 1945 (Varsovie), soit depuis les années 90 (Prague) avec lequel elles doivent redéfinir leur relation. En outre, elles font désormais partie d'un réseau urbain européen où circulent librement, jusqu'à leur proche voisinage oriental, personnes, capitaux, services et marchandises.

L'objet de cette contribution est double :

- Identifier sur la période 1989-2007 les principaux défis (en matière d'aménagement de l'espace et en termes de gouvernance) auxquels ont été confrontées les capitales centre-européennes. Similitudes et différenciations peuvent ainsi être mises en valeur, à la fois à l'échelle de la région et en comparaison avec les dynamiques observées dans d'autres capitales de pays émergents.

- Confronter la notion de développement en archipel (Veltz) à l'Europe centrale. Au-delà des statistiques traditionnellement inscrites dans le cadre national, le développement centre-européen semble organisé autour de quelques grandes métropoles produisant l'essentiel de la valeur ajoutée. Peut-on d'ores et déjà, sur la base de différents indicateurs (présence de centres de décision économiques, connexions internationales, rayonnement sur les hinterlands) distinguer une hiérarchie entre les métropoles centre-européennes ? Principal moteur du développement de leurs Etats de référence, les métropoles centre-européennes sont-elles des hubs à l'échelle européenne, des relais régionaux entre Est et Ouest, nord et sud, ou des pôles secondaires dans le réseau urbain paneuropéen

Rigas Arvanitis / Anne-Sophie Boisard

Villes moyennes et industrialisation en Chine: l'urbanisation et l'espace industriel dans le Guangdong.

J'hésite juste sur le mot "moyennes" dans le titre. Canton est-elle une ville moyenne? L'argument est de montrer que l'entrelac de villes de taille moyennes est le produit de l'industrialisation et que le Guangdong est une sorte d'archipel industriel qui a porté l'urbanisation et pas l'inverse (les villes n'existaient pas avant l'industrialisation). Deuxièmement, la dynamique de croissance des villes les pousse à croître mais pas trop car elles sont vite en concurrence les unes par rapport aux autres, de la même façon que les entreprises dans les clusters se trouvent vite en concurrence: en bref, le phénomène d'urbanisation se fait entièrement à l'image de l'industrialisation: urbanisme de faible taille (villes de Foshan/Nanhai/Zhongshan/Zaoqing/Dongguan, etc...) qui s'étend autour d'une ligne Hong-Kong- Canton le long des berges de la rivière des Perles plutôt que rayonnant autour d'un centre, croissance très locale autour de quartier industriels de plus ou plus spécialisés, avec une homologie presque parfaite entre villes et entreprises: petites et moyennes villes/petites et moyennes entreprises, classe moyenne entrepreneuriale non salariée/petits patrons privés plutôt qu'employés, concurrence entre les municipalités/concurrence entre les entreprises, rapport distant à Pékin (le "centre") mais rapport tout de même. Nous poserons quelques questions au sujet des associations

patronales qui n'arrivent pas à décoller et aux phénomènes de migrations qui alimentent en MO économique les usines du Delta de la Rivière des Perles.

SEMINAIRE II

Clusters et développements économiques globalisés

L'approche en termes de clusters est désormais privilégiée dans les pays de l'OCDE pour aborder les différentes formes du développement industriel ou post industriel (lié à l'économie de la connaissance), qu'elles soient inscrites dans un territoire donné ou plus largement articulées à la globalisation des échanges. La notion de territoire s'en trouve ainsi profondément modifiée. L'objet de ce séminaire est d'analyser et de comparer en Europe de l'Ouest, de l'Est et en Asie les phénomènes de clusters qui renvoient à différents phénomènes : la concentration au sein d'un territoire particulier de firmes appartenant à un même secteur ; les formes de réseaux inter-firmes et le partage de biens collectifs ; la hiérarchisation des relations entre donneurs d'ordre et sous-traitants dans un territoire commun, l'organisation des échanges interfirmes non ancrées dans un territoire local, etc. L'analyse économique se penche davantage sur les types de liaisons qui existent entre les firmes d'un côté, et les relations qu'elles entretiennent à leurs territoires d'autre part. L'analyse sociologique, quant à elle, s'intéresse plus aux relations informelles qui soutiennent ces concentrations et les font perdurer, en insistant sur le rôle de la confiance. S'il est un point commun à ces deux approches, c'est de mettre en valeur le poids des trajectoires historiques pour comprendre l'ancrage territorial des unités industrielles (ou agricoles), l'importance des relations de proximité entre les entrepreneurs, la construction des marchés locaux / régionaux abondant les firmes et au-delà, les formes institutionnelles que prennent ces coopérations. Sous l'effet du cadre radicalement nouveau imposé par la globalisation des échanges et la domination du paradigme de l'économie de la connaissance, l'accent s'est déplacé de l'ancrage territorial aux liaisons non territorialisées. L'approche en termes de relations inter firmes qui pouvait caractériser le « district marseillais » a débouché sur la réflexion en termes de gouvernance, d'incitations publiques et de partenariat public / privé. La littérature est importante en ce qui concerne l'Europe de l'Ouest ou encore les Etats-Unis (Putnam, 1997 Porter, 2000, Storper, 2003, OCDE, 2005, 2007, etc). En Inde, elle devient massive avec des centres dédiés exclusivement à l'étude des clusters et à leur renforcement. En Europe de l'Est, cette réflexion commence de voir le jour (OCDE 2006). Là, les phénomènes de clusters apparaissent comme les vecteurs de la croissance (et du développement). Au même titre que l'approche en termes de métropolisation, celle en termes de clusters invite à penser le développement comme la diffusion dans les territoires d'une croissance d'abord et avant tout polarisée. La problématique de l'Europe de l'Est

s'enrichit, par ailleurs, du fait que les relations informelles de type personnel ont adopté en cette partie de l'Europe avant 1989 des formes tout à fait particulières : moins fondées sur des traditions entrepreneuriales ou sur la confiance « à la Putnam », mais davantage alimentées à des loyautés politiques et économiques fonctionnant sur des réseaux en reconversion depuis 1989. On peut faire l'hypothèse qu'il n'en va pas différemment en Chine. Ce sont autant d'héritages qui soulèvent au-delà de la question des formes de reconversion des régions en crise, la question de la capacité de l'action publique à passer d'une logique d'assistance à une intervention incitative, et la question des différentes formes de partenariat public / privé. Quelle que soit l'origine de ces clusters – familiale ou plus politique, plus communautaire ou plus sociétaire pour reprendre un clivage classique – et quelle que soient les crises auxquelles ces clusters ont eu à faire face, on trouve dans tous les cas de figure trois phénomènes que ce séminaire se propose d'analyser : D'abord, la liaison au territoire dont l'intensité varie en fonction des secteurs concernés mais aussi des politiques publiques mises en oeuvre. Ensuite, la reconversion de sites industriels anciens frappés par la crise et qui renaissent grâce à l'arrivée des IDE. D'où les questions de sites en crise profonde, l'articulation aux IDE, mais aussi celles concernant l'apprentissage et les relations contractuelles entre les différents partenaires. Enfin, la question de la gouvernance, en d'autres termes les liaisons verticales entre niveaux de décisions et horizontales qui mettent en jeu les partenariats publics et privés. Sous cet angle, les clusters apparaissent aux yeux des décideurs politiques – centraux et régionaux – comme les pôles de croissance à partir desquels sont pensés les sorties de crise, la croissance et le développement.

Les clusters, un bilan de l'OCDE

Karen Maguire, Patrick Dubarle (OCDE)

Cluster policies in OECD countries became popular following the work of Michael Porter in the early to mid-90s, albeit other types of policies existed in some countries already. More recently, policy shifts in several different fields are converging on the same goal: linking not only firms, but also knowledge-producing agents and other actors in clusters, or more broadly in a rich innovative milieu known as a regional innovation system. Regional policy, science and technology policy, industrial/enterprise policy and even higher education policy all support, to a certain extent, clustering. Cluster policies have since gone out of fashion in several OECD countries, in favour of the regional innovation system concept, but the European Commission is showing a strong interest in promoting greater critical mass among European clusters and hence policies to promote them.

The lessons from OECD countries for Eastern Europe and Asia can best be drawn from the experiences of those ordinary or “lagging” OECD regions. There is a different public policy role required for regions in different stages of development. The policy approach for leading regions is often focused on supporting the general business environment as there is already sufficient critical mass of actors and linkages among them without significant policy support. There are some regions that are strongly networked but not necessarily leading and still benefit from targeted policy intervention. And those lagging regions would seem to need even greater public policy intervention to form industrial OECD regions that have transitioned to a more knowledge-based and service sector economy are of relevance here. Other important issues include: the coherence of cluster policies and the efficiency of the delivery system; their focus (often insufficient) on SMEs; the attention given to the outward linkages of the cluster (its capacity to network internationally); and the cluster support policy evaluation mechanisms.

Du district marshallien à la zone économique spéciale, la trajectoire des stratégies économiques en Inde.

Lorraine Kennedy

L'objectif de l'article est de passer rapidement en revue les principaux travaux en Inde sur les clusters, afin de rappeler la pertinence de la notion, ainsi que ses limites dans le contexte indien. Il s'agit en particulier d'expliquer l'importance des politiques publiques dans l'essor et le maintien de cette configuration particulière, à travers notamment de mesures en faveur des PMI. Aujourd'hui, alors que la place stratégique des PMI dans le tissu industriel est reniée, ainsi que la planification industrielle en général, l'engouement international pour les clusters provoque une attention renouvelée de la part des décideurs envers les plus performants de ceux-ci. Cependant le coeur de la stratégie actuelle de croissance économique se porte sur les zones économiques spéciales, marquant un tournant politique significatif, et ceci de plusieurs points de vue selon les échelles d'analyse. La discussion portera sur les diverses interprétations à donner à cette politique, érigée en loi en 2005, y compris le lien à faire avec le modèle des clusters.

Les développements industriels en Europe centrale après l'intégration dans l'UE : L'approche par les clusters

F. Bafoil

Les clusters en Europe centrale témoignent d'une double dynamique : celle de la continuité des trajectoires historiques poursuivies durant plusieurs décennies dans cette partie de l'Europe anciennement de type soviétique ; celle de l'ajustement aux formes du développement industriel propres à l'Europe de l'Ouest, pour laquelle les clusters sont désormais une des composantes essentielles du développement. Pour cette raison, les clusters illustrent la poursuite de la transformation des économies est-européennes appréhendée comme un processus d'hybridation. Pourtant, à la différence des années 1990 où l'usage de cette expression d'hybridation renvoyait aux processus de restructuration des firmes, la notion dans la décennie suivante 2004 intègre la dimension territoriale et celle de l'action publique, sous l'effet des programmes européens de développement. La notion de path dependency qui a caractérisé utilement la période entre 1989 et 2004 quand se trouvaient analysées les processus de transformation post communistes, peut être reprise et enrichie – grâce à ces nouvelles dimensions territoriales et collective- pour comprendre la période initiée en 2004 par l'intégration dans l'Union. Enfin, ce processus d'hybridation (des différentes dimensions historiques) est également un processus de convergence (spatiale, d'Ouest en Est) dans la mesure où certains clusters hautement compétitifs en viennent à concurrencer leurs homologues de l'Ouest.

Des Zones Economiques Spéciales aux Clusters technologiques : la quête du rattrapage technologique en Chine

Jean-François Huchet

La Chine compte sur son territoire un nombre croissant de clusters industriels de plus en plus compétitifs sur le plan mondial. Ils sont le résultat de politiques industrielles et d'aménagement du territoire, d'initiatives entrepreneuriales privées ainsi que de l'intégration croissante de l'économie chinoise dans la sous-traitance internationale. Ces trois éléments se sont combinés de manière très différente selon les régions industrielles d'où sont issus les clusters et ont très largement influencé les spécialisations industrielles. L'Etat cherche aujourd'hui à transformer ces clusters qui ont été formés pour répondre à la sous-traitance internationale en clusters technologiques capables de générer de manière endogène des innovations industrielles. La réussite de cette politique n'est pas encore assurée. Si certains

clusters sont en passe de se hisser à ce stade, d'autres pâtissent de graves carences en ressources humaines et technologiques.

Séminaire/conférence

La sécurité des approvisionnements gaziers de l'Europe et la stabilité du continent eurasiatique: le rôle de l'Ukraine

Organisateur Marc – Antoine Eyl Mazzega

L'objet est d'analyser les principaux défis auxquels doit faire face l'Ukraine pour garantir sa sécurité énergétique, principalement dans le domaine gazier, d'évaluer quelles en sont et seront les conséquences pour l'Union européenne (UE), et comment l'UE et l'Ukraine peuvent ensemble, dans la perspective de la présidence française de l'UE, coopérer pour garantir la sécurité des approvisionnements gaziers de l'UE et la stabilité du continent eurasiatique.

Cette conférence permettra d'évaluer les avancées politiques dans le domaine énergétique réalisées depuis la « Révolution orange », de comprendre quels sont les obstacles que rencontre l'Ukraine pour augmenter sa sécurité énergétique, et de discuter des objectifs fixés par le nouveau gouvernement Tymoshenko, alors que la bataille pour la prochaine élection présidentielle va se déployer. Il permettra également de mesurer le rôle de la Russie et l'impact de la stratégie russe à la fois pour l'Ukraine, mais aussi pour l'UE, et notamment à l'aune des changements politiques en Russie et de l'élection présidentielle à venir en Ukraine. Enfin, il s'agira de déterminer quels sont les convergences d'intérêts entre l'Ukraine et l'UE, et de discuter de la stratégie et des politiques que l'Union européenne, ainsi que ses principaux Etats membres, pourraient développer afin de faire face aux problèmes et risques, mais aussi opportunités, qui auront été identifiés. L'intérêt de ce séminaire est renforcé du fait que les relations UE-Ukraine sont à un tournant institutionnel, puisqu'un nouvel accord de partenariat UE-Ukraine est en négociation et devra être finalisé sous présidence française au second semestre de 2008.

Les problématiques soulevées portent sur la transformation, voire Européanisation de l'Ukraine dans un secteur stratégique, sur la capacité de l'UE d'être un acteur stratégique dans son proche voisinage et d'être influente dans le cadre de la Politique européenne de voisinage (PEV) tout en s'étant privée de l'outil d'intégration. Enfin, la conférence s'interrogera sur les bouleversements induits par le retour de la Russie sur la scène politique européenne, et aux conséquences du jeu de la Russie sur ses voisins et sur l'UE.

Le séminaire s'est concentré principalement sur les enjeux liés au gaz et notamment

aux conséquences de la mise en œuvre des accords ukraino-russes de 2004 et 2006 portant création de RosUkrEnergo et de UkhazEnergo, sur la sécurité énergétique de l'Ukraine

- à la diversification des sources d'approvisionnement et voies de transport de l'Ukraine et de l'UE et de la capacité de l'Ukraine à réduire sa dépendance à l'égard des approvisionnements gaziers contrôlés par la Russie

- à l'enjeu de la réforme du secteur énergétique ukrainien, du contrôle du système de transport gazier de l'Ukraine et de l'avenir de l'Ukraine comme pays de transit.

Sciences Po, CERI,

June 3, 2008

Globalization and Higher Education

Organizer : Francois Bafoil, CERI-CNRS, Sciences Po / Alessia Lefébure Centre Asie Pacifique Sciences PO.

Speakers :

Susan L. Robertson, University of Bristol

Roger Dale, University of Bristol

Kristopher Olds, University of Wisconsin-Madison, visiting at Sciences Po (2007-2008)

Discussant : Pauline Ravinet, CSO, Sciences Po

Take an Australian political sociologist of education who has studied and worked in the major Australian and Canadian universities and then moved to the UK. Take a British political scientist, who contributed to the launching of the Open University in the UK and eventually worked for the Higher Education system in New Zealand at a time in which the theory of New Public Management was implemented. Take finally a Canadian geographer who teaches in an American university and has spent few years in Singapore exploring the links between globalization and academic freedom : three speakers, three global trajectories, three

complementary approaches for a better understanding of all the dimensions of the phenomenon of **Globalization and Higher Education**.

What most of the scholars consider as a process of Globalization is above all a convergence of discourses on the changes which should be made in the Higher Education system. Globalization is, in this sense, a normative definition more than a process itself.

Such a convergent and powerful discourse is recent, dated from the beginning of the years 2000, and is mainly linked to the emergence of the necessity of a knowledge-based economy, in order to increase the competitiveness of a region. Lisbon is, to this extent, a very important moment linking the reforms and changes of the Higher education system to the process under construction towards a competitive economy. The Globalization of Higher education is therefore a paradigm shift, asking for new tools and new frameworks in order to be understood (Dale).

In the name of the achievement of such a process, the governance of the Higher Education has dramatically changed (Robertson) : new actors operate beside the old ones, different levels (national states, regional, interregional, intergovernmental, WTO, the private households, ...) interact, new strategic alliances are built, universities are expected to produce new forms of value (knowledge, competitiveness, innovation, intellectual property, creativity...).

It is difficult to say who is driving the process. Many different actors push in the same direction and create a new sector of global services. The actors aren't necessarily coordinated but they have a common agenda and have common goals. New practices appear and lead the universities to develop cross border supply, branding, an international commercial presence in the developing countries, and a variety of "off shore" programs.

Parallel to this movement, a series of regulatory mechanisms is set up with the creation of Registers of Quality Assurance, of international rankings (the most known are the Times Higher Education Supplement and the Shanghai Jiao Tong University ones), the UNESCO portal and other initiatives aiming at supporting the final consumer (the students and its parents).

Not only the transformation in the field of Higher Education has a strong impact on the economic sector, its management and governance, but it also changes the whole geopolitical relation between regions. The consequences of the globalization of Higher Education go far beyond the liberalization of the students, academic and capital mobility. A new geometry is

emerging from a process like Bologna. Higher Education has clearly become one of the key elements of the competition between the big regions of the world.

The Bologna process has been a university-driven process, not focused on the change of the European education systems but rather focused on the convergence of the structures, the contents and the methodologies (Dale). The process had been driven by a student-centred approach, more interested in changing the outcomes of the system than the inputs or the systems themselves. Nevertheless, the process has been a vehicle for the States to reform the systems. The Bologna Process has been taken as a model for building the “Tuning Latin America” and for launching the same kind of trends in Australia, Russia and several former soviet states. In the name of supranational, de-politicised, technical goals, the process could be widespread and could be instrumentalised for developing competitiveness, trade, security and attractiveness.

Among various issues related to the globalization of Higher education, the academic freedom has been taken as an example of a principle being stretched across space. The case study of Singapore (Olds) shows that even though the principles are verbally expressed and recognised all over the world, they can be in practice not fully respected. The texts of the MOU and the agreements signed by foreign universities and the Singaporean universities show the persistence of a control over the academic freedom. A global service sector exists and the universities have the opportunity to open subsidiaries and off shore campuses almost everywhere in the world, but the world of the principles is not yet totally flat...

Alessia Lefebure, director Asia – Pacific Center Sciences Po.

alessia.lefebure@sciences-po.fr

Further readings :

<http://globalhighered.wordpress.com/>

<http://www.tandf.co.uk/journals/titles/14767724.asp>

<http://www.geography.wisc.edu/faculty/olds/index.htm>

<http://www.bristol.ac.uk/education/people/academicStaff/edslr>

<http://www.bris.ac.uk/education/people/academicStaff/edird>

Vendredi 28 novembre 2008

Développements ruraux et modes de vie paysans

Une comparaison Europe / Asie

(sous la responsabilité de François Bafoil, CNRS / CERI)

D'Europe de l'Est en Inde et en Chine, la compétitivité des agricultures s'adosse à des politiques nationales, voire supra régionales très prégnantes. Elle ouvre sur la modernisation continue des exploitations et des secteurs agricoles, et malmène des populations frappées par l'irruption brutale du capitalisme dans les milieux ruraux traditionnellement protégés. L'accumulation des ressources dans les milieux urbains et l'accélération des processus de concentration dans les agricultures hautement spécialisées débouchent, dans d'autres territoires, sur des dynamiques migratoires, entraînant des phénomènes de « désertification ». Les modes de vie paysans traditionnels s'en trouvent largement bouleversés. Dans ce cadre que valent les ressources locales accumulées par les acteurs locaux ? Comment font-ils face à la modernisation urbaine et de l'économie des services ? Quel impact, par ailleurs, peuvent avoir les politiques publiques, qui visent à renforcer les liens entre agriculture et développement rural, grâce à des politiques innovantes d'emploi et d'éducation ? Comment apprécier celles qui s'attachent à repenser, via les infrastructures sociales et culturelles ? A quels nouveaux équilibres ruraux donnent lieu la recomposition des relations entre la ville et la campagne ?

En Europe de l'Est, la question agricole est un très lourd dossier pour au moins 5 pays récemment entrés en 2004 / 2007. Là où à l'Ouest l'agriculture n'emploie pas plus de 4% des individus, à l'Est, plus de 15% sont concernés, à l'instar de la Pologne, de la Roumanie ou de la Bulgarie, ces deux dernières franchissant les 30%. Si la première décennie du post communisme a été largement focalisée sur la question des ajustements aux normes sanitaires et phytosanitaires de la part d'agricultures largement dépeintes sous les traits de secteurs primaires « retardés », la période ouverte après 2004 / 2007 est bien davantage celle de la gestion des ressources rurales surnuméraires, la mise en place des politiques d'accompagnement social, la création d'alternatives rurales, notamment via la politique centrale de l'éducation. L'ouverture des marchés et la concurrence contraignent les exploitations agricoles à s'adapter considérablement. Dans ce cadre, à quelle hybridation donne lieu ce « choc » entre, d'un côté, des dynamiques de « modernisation » portées par les fonds structurels et la PAC et de l'autre, le « modèle » paysan forgé pendant des siècles,

et dont le communisme avait renforcé, par certains endroits, le caractère semi autarcique et à coup sûr, traditionnel.

Ces interrogations sont les mêmes pour les économies émergentes de l'Inde, de la Chine et de l'Asie du Sud Est, dont les populations rurales, encore plus nombreuses, sont confrontées à des bouleversements sans précédent, accélérant les dynamiques de migration vers la ville. Elles s'accompagnent souvent de régressions considérables en matière de protection de ces populations.

Ailleurs se pose la question des droits de propriété, dont l'obscurité, voire l'absence est facteur d'inégalités et de fragilisation continues des groupes concernés. Dans ces conditions, quelles peuvent être les ressources locales et familiales ? Au de là des politiques d'accompagnement des marchés, que valent les politiques sociales ? Comment sont-elles articulées aux politiques de compétitivité ?

L'objet de ce séminaire est triple :

Mesurer, à l'échelle des deux aires (EU / Asie), l'impact de la croissance de la compétitivité agricole sur le développement rural depuis trente ans en termes de migrations et de dépeuplement rural, de déséquilibre régional et de paupérisation, de transformation des pratiques paysannes et des modes de vie paysans.

Comparer les nouvelles formes de modes de vie paysans et d'équilibres ruraux qui ont vu le jour, sous l'effet notamment de la pluriactivité, mais aussi sous l'effet des capacités de résistances des milieux traditionnels et de recompositions des ressources.

Evaluer les politiques de développement rural mises en oeuvre nationalement et régionalement dans les différentes régions UE et Asie pour raccorder les territoires ruraux en perdition aux pôles de croissance : programmes d'infrastructures ; emploi local ; éducation.

9h00 - 17h00

Sciences Po, Salle Goguel-5ème étage

56 rue des Saints-Pères, 75007 Paris

Développements ruraux et modes de vie paysans

Une comparaison Europe / Asie

9h00-12h30 Modernisations agricoles et marginalisations rurales en Europe

9h00-9h30 Accueil

INTRODUCTION : François Bafoil, CNRS/Sciences Po-CERI

Croissance des agricultures et marginalisation paysanne en Europe

Gilles Bazin, AgroParisTech

Encastrement social de l'agriculture en Roumanie : la difficulté d'intégration dans une logique de marché

Marie-Luce Ghib, Centre d'économie et de sociologie appliquées à l'agriculture et aux espaces ruraux, Dijon

Injonction modernisatrice et stratégies d'adaptation des petites exploitations en Pologne

Emilia Chantre, SADAPT-INRA

Catherine Darrot, LADYSS-CNRS/Université Paris X-Nanterre

COMMENTAIRES : Bertrand Hervieu, Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM)

Yann Duval, United Nations Economic and Social Commission for Asia and the Pacific (UNESCAP), Bangkok

11h30-12h30 Discussion

13h30-15h00 Les transitions asiatiques

La "transition agraire" en Thaïlande (1966-2006), du périurbain aux espaces périphériques (quatre villages du Nord)

Michel Bruneau, CNRS

Mépris pour l'agriculture, migration... : les campagnes de l'Inde sont-elles en train de rentrer

dans le rang ?

Frédéric Landy, département de géographie, Université Paris X-Nanterre

Perspectives agricoles en Chine et migrations hors agriculture

Gilbert Etienne, IHEID, Genève

COMMENTAIRES : Bertrand Hervieu, CIHEAM, et Yann Duval, UNESCAP

16h00-17h00 Discussion

On trouvera les papiers disponibles sur le site sur CERI l'**Europe et ses élargissements**:

<http://www.ceri-sciences-po.org/themes/ue/index.php>